

#### SOMMAIRE

□ D'ici un semestre, alors que débutera 2016 — un millésime riche en scrutins législatif et présidentiel en Asie-Pacifique (cf. Philippines, Corée du sud, Hong Kong, Thaïlande, USA) -, la population de l'ancienne *Formosa* (la "belle île") sera conviée aux urnes pour renouveler son Parlement et désigner un successeur au chef de l'Etat sortant. Au pouvoir depuis 2008 (reconduit en 2012), le Président MA Ying-jeou (Kuomintang — KMT) devra selon la Constitution (2 mandats consécutifs autorisés) quitter ses fonctions ; à charge pour les Taiwanais de choisir son *héritier* au sein de son parti (nationaliste) ou, ainsi que les augures semblent l'annoncer, de se prononcer pour l'alternance et porter une majorité de suffrages sur le candidat du principal parti d'opposition, le DPP (Democratic Progressive Party; pro-indépendance).

□ Alors que point l'été 2015, cette formation (au pouvoir entre 2000 et 2008) se positionne en tête dans les sondages, avec une confortable avance sur le parti sortant dont le crédit aura pâti, aux yeux d'un électorat historiquement *sino-sceptique*, du (trop ?) spectaculaire rapprochement opéré lors de la décennie écoulée - sous l'impulsion du Président MA Ying-jeou — entre Taipei et Pékin ; des dividendes probants pour certains (stabilité ; sécurité ; échanges bilatéraux ; investissements ; liaisons aériennes ; visa), un danger évident pour d'autres (*vassalisation* progressive ; dépendance ; perte de repères), dans une île dont le destin politique se lit depuis 1949 de deux manières (très) distinctes sur les rives opposées du détroit de Taiwan (distantes de 180 km). Aux appétences de souveraineté et de reconnaissance de la 1<sup>ère</sup> répond une lecture plus contrainte pour la seconde, Pékin considérant Taiwan comme une

"province chinoise comme une autre" appartenant à la République Populaire de Chine. Deux conceptions diamétralement — et dangereusement - opposées faisant à l'occasion peser quelque incertitude sur le futur (cf. "crises de Taiwan" 1995-96) de ce territoire insulaire au développement économique remarquable (26<sup>e</sup> PIB mondial en 2014 selon le FMI).

□ A son aise entre 2008 et 2015 lors des 2 mandatures de MA Ying-jeou, du fait d'une collaboration et d'un dialogue inédits entre les "deux Chines", Pékin observe avec appréhension le déclin de son *champion taiwanais* du moment (revers du KMT aux municipales de nov. 2014). La perspective du possible retour aux affaires du DPP, son agenda moins *sinophile*, ne l'enchantent guère.



□ Pour Washington, satisfaite de la détente observée de part et d'autre du détroit depuis un septennat, l'hypothèse d'une alternance gouvernementale prochaine à Taipei rime à terme avec des rapports sino-taiwanais moins *cordiaux* ; une évolution emportant son lot de conséquences sur la stabilité régionale mais également pour les USA, liés depuis un quart de siècle à l'ancienne Formose par le *Taiwan Relations Act* (10 avril 1979, adopté par le Congrès US dans la foulée de l'établissement de relations diplomatiques avec Pékin), lequel, dans son volet *défense et sécurité*, autorise en théorie les forces US à intervenir militairement si les troupes chinoises attaquaient ou venaient à envahir Taiwan.

□ Alors que les états-majors du KMT et du DPP fourbissent déjà candidats et arguments, l'occasion de revenir ci-après sur ces diverses thématiques sensibles en une douzaine de points abordés succinctement.

Olivier GUILLARD, le 30 juin 2015

Olivier Guillard est directeur de recherches *Asie* à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), enfin, directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

◆ **Le prochain président...sera une présidente ; une première pour "l'île rebelle"**. Dans les derniers jours de juin, les deux principales formations politiques taiwanaises (KMT ; DPP) ont validé l'identité des candidats qui tenteront mi-janvier 2016, à l'occasion du scrutin présidentiel, de succéder au chef de l'Etat sortant MA Ying-jeou (2008-2016), à qui la Constitution interdit de briguer un 3<sup>e</sup> mandat. Poussée par la crainte — vraisemblable - du revers et le défaut de candidats désireux de tenter l'entreprise, la formation au pouvoir (Kuomintang—KMT ; nationaliste) a désigné par défaut la présidente...de l'Assemblée nationale, madame HUNG Hsiu-chu, une personnalité politique de

**"La population taiwanaise a parlé. Ce soir, le résultat des élections apparaît comme le prologue d'un changement historique. A compter de ce moment, nous allons commencer à reconquérir Taiwan, pas à pas", madame TSAI Ing-wen, candidate du DPP à la présidentielle de 2016, novembre 2014.**

moindre envergure jusqu'alors, connue pour son fort tempérament et son franc parler, profitant du sobriquet délicieux de *Little Hot Pepper*... De son côté, le Democratic Progressive Party (DPP ; "pro-indépendance"), bien mieux placé dans les sondages d'opinion et décidé à revenir au pouvoir huit années après le terme de son dernier exercice (2000-2008), a logiquement désigné sa vice-présidente, madame TSAI Ing-wen (défaite à la présidentielle de 2012 par MA Ying-jeou), pour représenter le parti et incarner la volonté d'alternance de l'électorat taiwanais. Un *duel de dames* pour le moins peu fréquent en Asie-Pacifique, jusqu'alors réservé au seul Bangladesh...

◆ **Le rapport à Pékin et la souveraineté, le "consensus de 1992", parmi les enjeux centraux du scrutin.**

A un semestre du scrutin, le détail des programmes politiques respectifs du KMT et du DPP reste à être présenté et éprouvé devant un électorat très concerné par l'enjeu. Ce dernier ayant reproché dernièrement au KMT d'avoir négligé la matière au profit de l'approfondissement des relations avec Pékin, la dimension socio-économique (dynamisme économique en berne, en retrait des promesses et des attentes), la vie quotidienne

(coûts de la vie ; accès difficile au logement) devraient faire l'objet d'un traitement appuyé de la part des deux postulants à la présidence.

Mais c'est sur un enjeu plus extérieur que les positions du KMT et du DPP devraient *a priori* différer et dès lors, interpellé l'électorat : après un septennat de rapprochement spectaculaire (diplomatique, économique, commercial, réglementaire, transports, visas, etc.) avec Pékin, quel format de rapports Taipei doit à présent privilégier avec sa puissante voisine ? Si le KMT promeut la poursuite de cette dynamique bilatérale (*a priori*) porteuse de dividendes économiques et de stabilité, le DPP voit quant à lui avantage si ce n'est nécessité à revoir en profondeur cette logique de rapprochement, jugée en définitive contraire à long terme aux intérêts d'une Taiwan éprise de liberté, de démocratie.

◆ **Entre défaite historique du KMT (nov. 2014) et sondages pessimistes, une alternance politique annoncée.**

En novembre dernier, les électeurs taiwanais étaient appelés aux urnes pour un scrutin local (municipal) présenté par les commentateurs comme un véritable référendum sur la politique du chef de l'Etat MA Ying-jeou, à quatorze mois tout rond du rendez-vous présidentiel. Jusqu'alors en position très confortable (16 municipalités sur 22 remportées lors du scrutin précédent), le KMT subit un revers historique, ne conservant qu'une demi-douzaine de municipalités ; un authentique camouflet pour le parti au pouvoir autant que pour le chef de l'Etat donnant le ton des réserves / irritations de l'électorat à l'endroit de l'administration Ma ying-jeou, de ses promesses restées au stade du verbe (vie quotidienne), de son prisme pro-business notoire, enfin, de sa propension à réduire chaque trimestre passant la distance séparant les deux rives du détroit, davantage au profit de la République populaire de Chine que de la République de Chine (Taïwan). Depuis lors, ce désaveu d'une large partie de l'opinion s'interprète comme la preuve manifeste d'une désormais très probable alternance gouvernementale à l'issue des élections présidentielles de janvier prochain ; divers sondages réalisés ces derniers mois dans *l'île rebelle* et en dehors confirment le souhait d'un électorat majoritairement en faveur d'une sanction du KMT et d'un report des voix en direction du principal parti de l'opposition et moins sinophile DPP.

#### ➤ **Focus sur TAÏWAN :**



Superficie: 35 980 km<sup>2</sup>

Régime : Démocratie

Revenus annuels per capita: 18 000 euros

Population: 24 millions d'habitants

1560 km de côtes

Partenaires commerciaux : Chine, Japon, Etats-Unis.

Capitale: Taipei (7 millions h.)

Chef de l'Etat : MA-Ying-jeou (2008)

Relations diplomatiques avec 22 Etats.

Ressources naturelles: réserves de charbon, de gaz naturel, de pétrole.

Religions : bouddhisme—taoïsme (93%)

Capacités nucléaires: civiles oui; militaires non

26<sup>e</sup> économie mondiale en 2014 (FMI)

◆ **Alternance gouvernementale certes ; mais prédominance dans l'administration, l'armée, la police...**

Le passage de témoin en mai 2016 (entrée en fonction du nouveau chef de l'Etat) entre l'administration sortante et son successeur ouvrira un nouveau chapitre — le second depuis la fin de la loi martiale en 1987 - de gestion DPP pour les 24 millions de citoyens taiwanais. A l'assemblée nationale (*Legislative Yuan*), en harmonie avec la Présidence, le vert du DPP prendra probablement le pas sur le bleu du KMT. Cependant, cette "recoloration" des symboles institutionnels de l'Etat, pour importante soit-elle, demeurera dans une grande mesure assez *superficielle* ; plus en profondeur, sous ce vernis politique visible et brillant, dans les rouages de l'administration, parmi les grands commis de l'Etat, au sein des institutions régaliennes et de sécurité (forces armées ; police), l'alternance devrait avoir moins de prise. Ici, le KMT demeurera dans une bonne mesure en terrain conquis, en sa qualité de grand repère historique et nonobstant ses derniers revers. Une configuration susceptible naturellement de freiner les projets de changement de la future administration DPP.

◆ **Un "accord de paix" avec la Chine continentale ; l'étonnant pari de madame Hung.** Nous n'en sommes pas encore-là ; fin juin, il reste précisément 200 jours au parti au pouvoir pour faire mentir les projections des instituts de sondage ou, à minima, pour limiter le champ de la progression du DPP dans l'hémicycle. Pour-cela, les ténors du KMT - très peu en vue jusqu'à présent... - devraient se mobiliser, faire à minima acte de résistance, d'un sens aigüe de leadership, nonobstant la perspective d'un revers électoral annoncé. La candidate du parti à la présidentielle, la très électrique madame Hung, s'emploie de son mieux à ces responsabilités ; fut-ce au prix de quelques sorties et projets interpellant davantage l'électeur que le rassurant. Ainsi en est-il de son initiative visant à conclure, une fois élue à la présidence, un accord de paix avec la République Populaire de Chine...

◆ **Une majorité de Taiwanais pour le statu quo.**

Situation paradoxale dans l'ancienne Formose ; après deux mandatures Ma Ying-jeou, l'air du temps est indiscutablement au changement de gouvernance et de dirigeants politiques ; en revanche, une majorité de Taiwanais - par-delà leur sensibilité partisane - penchent en faveur d'un *statu quo*...pour ce qui est des fort sensibles rapports avec Pékin. Un savant exercice par ailleurs éprouvé au quotidien : le maintien d'une relation ni trop proche - ni trop défiante, entre dialogue et coopération, respect des différences (idéologiques, stratégiques, politiques) et échanges, compréhension et interaction. Un "bon voisinage" - par delà une foultitude de différences - imposé par le bon sens, la nécessité de collaborer avec un partenaire (commercial, économique) de 1<sup>ère</sup> importance et la volonté de préserver, prolonger une indépendance de fait "acceptable" en tant que telle par la parfois ombrageuse République Populaire.

**"Nous espérons que nos compatriotes de l'autre côté du détroit chériront les fruits durement gagnés dans les rapports entre les deux rives, préserveront et poursuivront leur développement pacifique",** porte-parole du Bureau des Affaires taiwanaises du gouvernement chinois.

◆ **Contrainte par l'affaiblissement du KMT, Pékin se "rapproche" du DPP. L'ombre de Chen Shui-bian...** Lors de la précédente administration DPP (et seule à ce jour depuis 1949) - soit durant les deux mandats consécutifs du Président Chen Shui-bian entre 2000 et 2008 —, la relation entre les *deux Chines* n'a pas été de tous repos : en 2001 par exemple lors le nouveau chef de l'Etat taiwanais reçoit le Dalai Lama à Taipei ou ordonne, la même année, aux forces taiwanaises de faire des "tests" de missiles *Patriot* (achetés aux USA) alors que les forces chinoises réalisent des manœuvres de simulation d'invasion de l'île. Evoquons 2003, lorsque le Parle-

**CHRONOLOGIE RÉCENTE**

- 10/06/15:** Pékin dénonce la visite aux USA de TSAI Ing-wen (DPP)
- 04/05/15:** visite à Pékin d'Eric CHU (KMT) ; rencontre Xi Jinping
- 23/04/15 :** atterrissage de 2 F-18 US à Taiwan ; colère de Pékin
- 22/12/14 :** Pékin hostile à la vente de navires US à Taïwan
- 30/11/14:** revers électoral majeur (municipales) pour le KMT
- 31/10/14:** soutien du Pdt taiwanais aux démocrates de Hong Kong

**GRANDS REPERES HISTORIQUES**

- 1683 :** annexion de Taïwan par la dynastie Qing (Chine)
- 1895 :** la Chine cède Taïwan au Japon
- 1945:** USA placent Taiwan sous contrôle administratif chinois
- 1949 :** fin de la guerre civile ; victoire communiste ; départ du Kuomintang (+ 2 millions de réfugiés) vers Taïwan

- 1987 :** abolition de la loi martiale, en vigueur depuis 1949
- 1992 :** "consensus de 1992"
- 1995-96 :** 3<sup>e</sup> crise du détroit ; tirs de missiles chinois dans les eaux taiwanaises ; Washington déploie 2 groupes aéronavals.
- 1996 :** 1<sup>ères</sup> élections présidentielles directes
- 2000 :** victoire du DPP (pro-indépendance) aux présidentielles, mettant un terme à un demi-siècle de monopole du Kuomintang
- 2005 :** 1<sup>ères</sup> liaisons aériennes directes entre la Chine et Taïwan
- 2005 :** 1<sup>ère</sup> rencontre depuis 1949 à Pékin des leaders KMT et PCC
- 2008 :** alternance ; MA Ying-jeou (KMT), nouveau président
- 2008 :** visite à Taïwan d'un haut émissaire chinois
- 2012 :** début de second mandat présidentiel de MA Ying-jeou
- 2014 :** 1<sup>ère</sup> rencontre Pékin et Taipei, de Gvt à Gvt, depuis 1949

-ment adopta une loi autorisant l'organisation d'un référendum sur l'indépendance formelle de Taiwan en cas d'attaque chinoise. En 2006 également, lorsque Pékin s'émut de la disparition du National Unification Council, instance taiwanaise en charge de la réunification avec la Chine continentale ou encore en 2007 lorsque pour la première fois, l'administration Chen Shui-bian déposa une demande d'adhésion à l'ONU, non plus sous le nom de République de Chine mais de Taïwan. Hostile dès la première heure à ce *Président* DPP ouvertement plus épris de "distance" vis-à-vis de Pékin que ses pairs jusqu'alors, le gouvernement chinois aime à rappeler, sans

**"Je comprends parfaitement et soutiens la demande des Hong Kongais quant à l'élection libre de leur Chief Executive. J'appelle les autorités de Chine continentale à entendre attentivement leur voix et à gérer le sujet d'une façon prudente et pacifique",** Président MA Ying-jeou, 29 septembre 2014.

grande élégance, que sa chute politique fut également spectaculaire, savourant quelque vengeance dans les tourments rencontrés par ce dernier dès la fin de son second mandat (arrêté peu après pour corruption, blanchiment et détournements de fonds ; condamné à 19 ans de réclusion ; puis assigné à résidence en jan. 2015).

◆ **Ce que veut Pékin.** En 2015, Pékin ne recherche pas le "simple" maintien du *statu quo* actuel. Ses ambitions vont bien au-delà : l'approfondissement exponentiel des relations commerciales, des investissements, des partenariats technologiques, des interactions *people to people* entend pas à pas intégrer les "deux Chines", ce, d'une manière irréversible de telle sorte que l'unification s'opère *in fine* 'naturellement', sans plus avoir à brandir le spectre du recours à la voie militaire. Une victoire politique par KO...mais en douceur, sans brandir les canons ni mobiliser les troupes ; la *sinisation* de l'île par l'expansion continue et le resserrement des liens, sans hausser le ton.

◆ **Révolution des tournesols à Taiwan, révolution des parapluies à Hong Kong ; influences réciproques et agacement de Pékin.** Dans l'ancienne colonie britannique restituée à la Chine en 1997, le mouvement pro-démocratie ayant mené entre sept. et déc. 2014 la vie dure aux autorités - pro-chinoises— de Hong Kong (la *révolution des parapluies*) s'est partiellement inspiré de la révolte des étudiants taiwanais (*révolution des tournesols*) intervenue courant mars 2014. Durant trois semaines, ces derniers avaient occupé le Parlement ; jusqu'à un demi-million d'opposants à un Traité de libre échange entre Taiwan et la Chine continentale s'étaient mobilisés dans les rues de Taipei (une mobilisation historique), rejetant le projet défendu par l'administration

Ma Ying-jeou et fortement souhaité par celle de son homologue Xi Jinping. De son côté, la population taiwanaise observe à Hong Kong la façon dont le principe "*Un pays, deux systèmes*" (appliqué à Hong Kong et proposé également depuis peu à Taiwan par le gouvernement chinois) peut-être appliqué, interprété par les autorités pékinoises. Un enseignement des plus parlant pour la population par nature *sino-sceptique* de l'île rebelle.

◆ **La taiwanité, nouvelle invité dans les débats.** Les décennies passant, le nombre d'individus ayant vécu en 1949 la défaite des troupes nationalistes du Kuomintang face à la Chine communiste de Mao, puis la retraite du continent vers l'île de Taiwan, se contracte au point de représenter désormais un pourcentage congru de la population. A l'heure de la floraison des réseaux sociaux, dans cette Asie orientale très friante de technologies de l'information, on observait dernièrement le très net engagement des jeunes Taïwanais, ces primo-votants disposant d'un regard neuf et différent de leurs aînés sur leur présent et leur futur, dans le débat politique, la mobilisation de ces derniers faisant notamment ressortir une forte demande de reconnaissance identitaire nationale, ce que nous nommerons ici *taiwanité*. Un paramètre important, fort, qu'il s'agit à présent de prendre en compte ; non seulement à Taipei pour les autorités de l'île, mais également depuis l'autre rive du détroit.

◆ **Loin de Taipei et de Pékin, Washington, inquiète, appréhende le contexte à venir : la Maison-Blanche entre démocratie et stabilité régionale.** Depuis son entrée en fonction en 2008 — année où le Kuomintang revint au pouvoir à Taipei -, pour ce qui de sa politique étrangère en Asie-Pacifique, on ne saurait dire que l'administration démocrate du Président Obama ait fait montre d'une quelconque priorisation du dossier taiwanais ; et cela se comprend sans peine. Engagée dans une kyrielle d'autres dossiers asiatiques aussi incertains qu'à la gestion délicate (Afghanistan, Corée du nord, Birmanie post-junte, relations avec le Pakistan, contentieux en mer de Chine méridionale ; enfin, *last but not least*, définition d'une nouvelle trame de rapports avec la République Populaire de Chine), Washington ne s'est guère montrée trop investie lors du septennat écoulé sur le "cas taiwanais" ; un positionnement stratégique par ailleurs justifié par la nette détente observée entre Pékin et Taipei dès l'intronisation du Président taiwanais Ma Ying-jeou (2008).

**"Aujourd'hui, nous apportons notre soutien à Hong Kong. Nous convenons également de continuer à nous mobiliser en faveur de la lutte pour la liberté et la démocratie",** madame TSAI Ing-wen, candidate du DPP à la présidentielle de 2016, 28 sept. 2014

Cependant, l'érosion de la popularité du KMT, la résurgence d'un DPP pro-indépendance censée ramener ce parti au pouvoir en 2016 et, mécaniquement, crispent l'irascible Chine continentale, agitent désormais les cercles du pouvoir américain. Entre volonté de soutenir la cause démocratique dans ce bastion nationaliste insulaire chinois, nécessité de conserver une trame de rapports aussi 'libre' de tension que possible avec Pékin (principal créancier de la dispendieuse Amérique) et impératif de stabilité régionale dans cette partie de l'Asie-Pacifique, Washington est soumise, dans la définition de ses politiques taiwanaise et chinoise, à quelques courants contraires à l'appréhension parfois subtile.

◆ **Le Taiwan Relations Act à l'heure du US Pivot in Asia.** Depuis la reconnaissance par Washington de Pékin en tant que seule et unique représentante de la Chine au niveau international (*One China Policy* ; 1978), le gouvernement américain pilote ses relations avec "l'autre Chine" en recourant au cadre légal du *Taiwan Relations Act* (TRA ; 1979) ; un cadre réglementaire *ad hoc* permettant à Washington de poursuivre ses relations - sous un format dégradé et moins officiel - avec le gouvernement, la population, les entreprises taiwanaises, de ne pas abandonner cet allié, sacrifié sur l'autel de la

*Realpolitik* et du réveil de la Chine continentale. A noter entre autres particularités irritant Pékin que ce TRA inédit autorise (selon la plume du législateur américain) les forces US à intervenir en soutien direct de leurs homologues taiwanaises en cas de tentative d'invasion de l'île par les troupes continentales, ou encore de vendre à Taipei des armes et systèmes d'armes à vocation défensive. Ces *particularités* prennent naturellement une dimension particulière dans le contexte stratégique du *US pivot to Asia* engagé par Washington en 2009, peu après l'arrivée du Président B. Obama à la Maison-Blanche...

◆ **Intransigeance / défiance chinoise en mer de Chine du sud ; Taipei, une observatrice attentive...** A l'instar de leurs homologues philippine, vietnamienne, malaisienne ou encore singapourienne, l'opinion publique taiwanaise, la société civile, l'homme de la rue de Taipei, Changhua, Hualien ou Kaohsiung ne sauraient demeurer insensibles à la façon pour le moins exclusive sinon obtuse avec laquelle les autorités chinoises gèrent ces dernières années, entre démonstrations de force répétées (cf. inflation de navire chinois, manœuvres navales et aériennes à l'occasion viriles...) et justifications historiques sujettes à caution, le différend régional sur la souveraineté en mer de Chine du sud.

**CONCLUSION.** Un long semestre avant l'échéance (mi-janvier), à défaut de retenir si tôt son souffle, la population taiwanaise fixe cependant déjà son attention sur les scrutins de janvier 2016 (législatif et présidentiel), alors que les deux grandes formations politiques nationales (KMT au pouvoir ; DPP pour l'opposition) fourbissent depuis déjà quelques mois arguments, programme politique et agenda. Alors que l'été enveloppe tout juste "l'île rebelle", les projections annoncent une très probable alternance politique à l'issue des élections ; éreinté par deux mandats consécutifs (2008-2016) autant que par son agenda résolument *pro-détente* avec Pékin, le parti nationaliste au pouvoir (Kuomintang) du Président sortant Ma Ying-jeou sera *a priori* sanctionné par l'électorat et devra laisser la place à son grand rival historique du *Democratic Progressive party* (DPP), une formation ouvertement *sino-sceptique* et aux appétences plus marquées pour une *certaine* indépendance vis-à-vis de la République Populaire de Chine. Pour cette dernière, déjà aux prises à Hong Kong avec un mouvement contestataire pro-démocratie pour le moins critique à son endroit, la perspective de cette alternance gouvernementale à Taipei apparaît comme une *contrariété domestique* supplémentaire qui s'additionnera à diverses autres du même ordre (cf. Tibet, Xin-jiang) ou relevant de registres extérieurs distincts (cf. contentieux en mer de Chine du sud et de l'Est ; différends frontaliers avec l'Inde ; relations délicates à façonner avec Washington). Une évolution qui tendrait mécaniquement à compliquer sa (déjà complexe) feuille de route et à jeter un voile de doute et de craintes, après un septennat de rapprochement spectaculaire - mais au bilan disputé aujourd'hui — entre les "deux Chineses". Un scénario plausible, non sans risque pour la stabilité régionale, donnant déjà quelques sérieuses migraines à Washington.



**MA** Ying-jeou (Kuomintang ; 65 ans), Président depuis 2008.



**HUNG Hsiu-chu** (gauche), candidate du KMT à la présidentielle.  **TSAI Ing-wen** (à droite), candidate du DPP.



Rencontre historique du Pdt du Kuomintang (**E. CHU**) et du Pdt chinois **Xi Jinping**, Pékin, 04.05.15



**American Institute in Taiwan**, une (quasi) ambassade américaine dans 'l'île rebelle'.